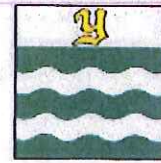




Gressy



Yverdon-les-Bains

Convention de fusion

entre

les communes de Gressy et d'Yverdon-les-Bains

Article premier Principe et entrée en vigueur

Les communes de Gressy et d'Yverdon-les-Bains sont réunies et ne forment plus qu'une seule commune dès le 1^{er} juillet 2011.

Art. 2 Nom

Le nom de la nouvelle commune est Yverdon-les-Bains. Les noms de Gressy et d'Yverdon-les-Bains cessent d'être ceux d'une commune pour devenir les noms des localités de la nouvelle commune.

Art. 3 Armoiries

Les armoiries de la nouvelle commune sont celles de la commune d'Yverdon-les-Bains qui sont définies comme suit : « De sinople à deux fasces ondées d'argent, au chef du second chargé d'une lettre Y d'or. ».

Art. 4 Bourgeoisie

Les bourgeois des communes de Gressy et d'Yverdon-les-Bains deviennent bourgeois de la nouvelle commune d'Yverdon-les-Bains dès le 1^{er} juillet 2011.

Art. 5 Transfert des patrimoines

Au 1^{er} juillet 2011, la nouvelle commune reprend tous les actifs et passifs de chacune des communes fusionnées.

Art. 6 Transfert des droits et des obligations

Au 1^{er} juillet 2011, la nouvelle commune reprend tous les droits et les obligations des communes fusionnées légalement souscrits par elles, ainsi que toutes les conventions publiques et privées auxquelles chacune des communes fusionnées est partie.

Art. 7 Autorités communales

Conformément à la loi du 28 février 1956 sur les communes, les autorités de la nouvelle commune d'Yverdon-les-Bains sont :

- a) le Conseil communal ;
- b) la Municipalité ;
- c) la Syndique ou le Syndic.

Elles seront élues lors des élections communales de 2011 et entreront en fonction le 1^{er} juillet 2011. Le Conseil communal de la nouvelle commune se composera de 100 membres et la Municipalité de 7 membres.

Art. 8 Election du Conseil communal, de la Municipalité et de la Syndique ou du Syndic

Pour l'élection du Conseil communal, de la Municipalité et de la Syndique ou du Syndic, la nouvelle commune forme un seul et unique arrondissement électoral.

L'élection du Conseil communal a lieu au système proportionnel.

Art. 9 Siège administratif

Le siège administratif de la nouvelle commune est sis dans la localité d'Yverdon-les-Bains.

Art. 10 Bureau électoral

Le bureau électoral de la nouvelle commune est sis dans la localité d'Yverdon-les-Bains. La localité de Gressy conserve une boîte aux lettres pour les votes anticipés.

Art. 11 Cimetière

La nouvelle commune d'Yverdon-les-Bains reprendra et maintiendra le cimetière de l'ancienne commune de Gressy.

Art. 12 Salles villageoises

Les salles villageoises du Vieux Collège (avec le local des jeunes au sous-sol), l'abri PC, la salle de réunion de la Municipalité ainsi que le local attenant à l'abri des pompiers à Sermuz demeureront prioritairement à la disposition des habitants de la localité de Gressy au tarif actuellement en vigueur. Le refuge sera loué au public au tarif actuellement en vigueur. L'utilisation des salles villageoises sera gérée par une association villageoise à créer.

Art. 13 Fêtes villageoises

Afin de perpétuer une vie villageoise dans la localité de Gressy, une subvention annuelle (à fixer) continuera d'être accordée par la nouvelle commune pour l'organisation des fêtes et manifestations villageoises qui seront gérées et organisées par une association villageoise à créer.

Art. 14 Entretien des espaces verts

Les espaces verts du cimetière, de la cure, de l'église, de la place de jeux et des arrêts postaux de l'ancienne commune de Gressy seront entretenus par le service compétent de la nouvelle commune.

Art 15 Transports publics

La nouvelle Municipalité s'engage à étudier l'intégration de la localité de Gressy et le hameau de Sermuz au réseau urbain de transports publics d'Yverdon-les-Bains.

Art. 16 Archives

Les documents et archives des deux communes conservent leur autonomie avant la fusion; ils seront regroupés après inventaire, tout en gardant leur individualité. Les archives de la nouvelle commune commencent à l'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 17 Personnel

Le personnel en fonction au jour de la fusion, occupé à plein temps ou à temps partiel, est transféré à la nouvelle commune, aux conditions en vigueur au moment de la fusion.

Art. 18 Esserts communaux

Lorsqu'une parcelle communale devient libre, elle est proposée en priorité aux agriculteurs domiciliés sur le territoire de la nouvelle commune.

Art. 19 Budgets et comptes

Les budgets adoptés par les communes pour 2011 seront repris par la nouvelle commune jusqu'à la fin de l'année civile en cours. Le bouclage des comptes consolidés 2011 sera effectué par la nouvelle commune au tout début de l'année 2012. La municipalité désignera jusqu'à la fin de l'année 2011 l'organe de révision pour les comptes 2011.

Art. 20 Arrêté d'imposition

Les arrêtés d'imposition adoptés par les anciennes communes pour 2011 resteront en vigueur sur le territoire de chacune d'elles jusqu'à la fin de l'année civile. L'arrêté d'imposition 2012 applicable pour le territoire de la nouvelle commune sera adopté par les autorités de la nouvelle commune.

Art. 21 Investissements

Dès l'acceptation de la fusion par les corps électoraux, les Municipalités des deux communes se concerteront pour tous les nouveaux investissements. La Municipalité de la nouvelle commune s'engage à étudier la réalisation d'objets déjà envisagés dans l'ancienne commune de Gressy au moment de la fusion.

Art. 22 Règlements communaux et taxes

a) La réglementation en matière d'aménagement du territoire et de police des constructions, y compris les taxes et émoluments, conserve sa validité à l'intérieur des anciennes limites communales jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation en la matière dans la nouvelle commune.

b) Les règlements suivants de la commune d'Yverdon-les-Bains, y compris les taxes et émoluments, sont applicables à la nouvelle commune dès le 1^{er} juillet 2011 :

- le règlement communal de protection des arbres du 18 août 1976 ;
- le règlement sur les contributions dues au "Fonds pour l'aménagement de places de stationnement pour véhicules" du 7 janvier 1969 ;
- le règlement sur les procédés de réclame du 29 octobre 2001 ;
- le règlement du centre historique du 17 août 1983 et du 3 avril 1985 ;
- le règlement sur l'utilisation du fonds communal pour le développement durable du 26 juin 2008 ;
- le règlement sur l'utilisation du fonds communal pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables du 26 juin 2008 ;
- le règlement de distribution d'eau du 31 mai 1968 et les modifications du 14 juin 1974 et du 29 novembre 1991 ;
- le règlement sur la taxe de raccordement au réseau d'eau (selon articles 40, 41 et 42 du Règlement de distribution d'eau) du 1^{er} janvier 2001 ;
- le règlement sur les tarifs eau du 9 septembre 2004
- le règlement pour la fourniture de gaz du 17 décembre 1980 ;
- le règlement de finance pour l'équipement et l'entretien du réseau de gaz (selon art. 2.2 du Règlement pour la fourniture de gaz) du 23 novembre 2006 ;
- le règlement sur les tarifs du gaz du 4 juin 2009 ;
- le règlement de Police du 16 décembre 1991 ;

- le règlement sur le stationnement des gens du voyage sur le territoire communal du 28 mars 1996 ;
- le règlement de la police du cimetière du 1^{er} octobre 2003 ;
- le règlement sur le tarif des inhumations du 4 novembre 1999 ;
- le règlement communal sur la taxe de séjour du 29 janvier 2008 ;
- le règlement communal sur les taxis du 24 mars 2009 ;
- le règlement sur les jours et heures d'ouverture et de fermeture des magasins du 17 mars 1999 ;
- le règlement de ports de la Commune d'Yverdon du 26 octobre 2005 ;
- le règlement sur le tarif des amarrages du 26 octobre 2005 ;
- le règlement pour les concessions à bien plaie des Iris, de la rive gauche de la Thièle et de la rive droite du Buron du 6 septembre 1979 ;
- le règlement du contrôle des viandes dans la Commune d'Yverdon et règlement des abattoirs publics d'Yverdon et du pesage des animaux du 9 octobre 1945 ;
- le règlement sur l'adaptation des taxes d'usage accru du domaine public du 20 février 2003 ;
- le règlement sur le tarif municipal relatif aux émoluments de police du commerce du 22 juin 2005 ;
- le règlement et tarifs des émoluments du Contrôle des habitants du 23 décembre 1993 ;
- le règlement communal sur l'acquisition et la perte de la bourgeoisie du 6 décembre 2005 ;
- le règlement sur les émoluments perçus par la commune d'Yverdon-les-Bains dans les procédures de naturalisation du 30 juin 2005 ;
- le règlement du Service dentaire scolaire de la Commune d'Yverdon du 20 mars 1969 ;
- le règlement du Conseil des Jeunes du 30 avril 2009 ;
- le règlement pour l'octroi des prestations complémentaires communales AVS-AI du 27 mai 1992 et les modifications du 3 octobre 1996 et du 17 janvier 2002 ;
- le règlement du statut de l'aide sociale communale d'Yverdon AVS-AI du 8 janvier 1981 ;
- le règlement organique sur le service de défense contre l'incendie du 11 février 1981 ;
- le règlement communal sur le service de défense contre l'incendie et secours du 13 novembre 1996
- le règlement du fonds de soutien des jeunes sportifs yverdonnois du 25 juin 2009 ;
- le règlement de la Municipalité du 5 novembre 2009 ;
- le règlement du Conseil communal du 1^{er} juin 2006 ;
- le règlement sur le statut pour le personnel de l'administration communale du 5 octobre 2000 ;
- le règlement et l'annexe sur les dispositions relatives à la location des plantages du 26 mars 2009 ;
- le règlement communal sur les égouts du 24 janvier 1969, révisé le 4 juin 2009 ;
- le règlement spécial concernant la collecte des ordures ménagères du 7 juillet 1976 ;
- le règlement concernant les fouilles, les échafaudages et les dépôts sur le domaine public du 20 février 2008 ;
- le règlement sur le cahier des charges concernant les fouilles, échafaudages, dépôts sur le domaine public.

c) Les règlements communaux suivants, y compris les taxes et émoluments, restent en vigueur sur le territoire de la localité d'Yverdon-les-Bains :

- le règlement de finance d'équipement du réseau d'électricité du 18 décembre 2008 ;
- le règlement sur la perception des indemnités communales liées à la distribution d'électricité du 2 octobre 2008.

Ils s'appliqueront à l'ensemble du territoire de la nouvelle commune dès que la concession pour la distribution d'énergie électrique dans la commune de Gressy du 31 janvier 1955 prendra fin.

d) La concession pour la distribution d'énergie électrique dans la commune de Gressy du 31 janvier 1955 reste en vigueur sur le territoire de cette ancienne commune jusqu'à sa prochaine échéance. Il appartiendra aux autorités de la nouvelle commune d'examiner les conditions de modification ou de résiliation (éventuellement anticipée) de cette concession.

e) Les règlements imposés par la législation cantonale de même que les règlements ou dispositions de règlements qui confèrent des droits et obligations aux autorités ou aux particuliers les uns à l'égard des

autres non mentionnés dans la présente convention de fusion sont rendus caducs par l'entrée en vigueur de celle-ci.

Art. 23 Pouvoirs

La Municipalité de la nouvelle commune aura tous pouvoirs pour requérir de toutes autorités administratives, de toutes personnes physiques ou morales, toutes inscriptions, modifications, annotations, etc., résultant de cette fusion.

Art. 24 Incitation financière cantonale

Il est pris acte que le canton de Vaud versera à la nouvelle commune un montant correspondant à l'incitation financière prévue par les articles 24 et suivants de la loi sur les fusions de communes. Selon le calcul indicatif effectué par le Département de l'intérieur, ce montant devrait être de l'ordre de Fr. 830'000.-.

Selon l'article 27 de la loi sur les fusions de communes, cette incitation financière est versée en une seule fois à la nouvelle commune dans l'année qui suit l'entrée en vigueur de la fusion.

Art. 25 Procédure

La présente convention, adoptée simultanément par les autorités délibérantes des deux communes fusionnantes, sera soumise simultanément à votation populaire dans chacune d'entre elles.

Conformément à l'article 9 de la loi sur les fusions de communes, elle sera ensuite soumise au Conseil d'Etat et, par celui-ci, au Grand Conseil. Elle n'aura force de loi qu'après avoir été ratifiée par cette dernière autorité.

Ainsi adoptée par la Municipalité d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 27 janvier 2010

Ainsi adoptée par la Municipalité de Gressy dans sa séance du 27 janvier 2010

Au Nom de la Municipalité

Le Syndic

La Secrétaire

W. Gonin

M. Rauber

Au Nom de la Municipalité

Le Syndic

La Secrétaire

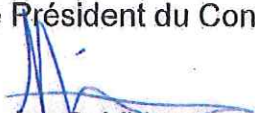
  

D. Von Siebenthal

S. Lacoste

Ainsi adopté par le Conseil général de Gressy dans sa séance du 25 mars 2010

Le Président du Conseil


C. Vidmer



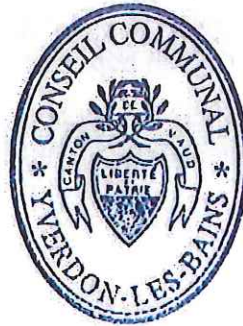
Le Secrétaire


C.-E. Dutoit

Ainsi adopté par le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 25 mars 2010

La Présidente du Conseil


M. Savary



La Secrétaire


C. Morléo



Commune d'Yverdon-les-Bains
Case postale
CH-1401 Yverdon-les-Bains

Raccordement, utilisation du réseau et approvisionnement en énergie électrique

Conditions générales

de

**la Commune d'Yverdon-les-Bains,
représentée par son Service des Energies (ci-après : SEY)**

valables dès le 1^{er} janvier 2009

Table des matières

Partie 1 - Dispositions générales	4
Art. 1 - Bases et champ d'application	4
Art. 2 - Clients et solidarité	4
Art. 3 - Début et durée des rapports juridiques	5
Art. 4 - Fin des rapports juridiques	5
Art. 5 - Avis obligatoires	6
Partie 2 - Raccordement au réseau de distribution	6
Art. 6 - Autorisations	6
Art. 7 - Conditions de raccordement	7
Art. 8 - Conditions spéciales	7
Art. 9 - Point de dérivation, point de fourniture et point de mesure	8
Art. 10 - Modalités du raccordement	9
Art. 11 - Nombre de raccordements	9
Art. 12 - Alimentation commune	10
Art. 13 - Servitudes	10
Art. 14 - Entretien et renouvellement de l'équipement	10
Art. 15 - Suppression du raccordement à la demande du client	11
Partie 3 - Contribution et frais de raccordement	11
Art. 16 - Principes	11
Art. 17 - Exigibilité et exécution du raccordement	12
Art. 18 - Modifications des installations de raccordement	12
Art. 19 - Raccordements provisoires	12
Partie 4 - Sécurité et installations du client	12
Art. 20 - Sécurité des personnes et des installations	12
Art. 21 - Installations propriété du client	13
Partie 5 - Appareils de mesure de l'énergie	14
Art. 22 - Détermination des appareils	14
Art. 23 - Mise en place et exploitation	14
Art. 24 - Exactitude des équipements de mesure	15
Art. 25 - Mesure de la consommation d'énergie et de la puissance	15
Partie 6 - Acheminement de l'énergie et utilisation du réseau	16
Art. 26 - Généralités	16
Art. 27 - Utilisation du réseau par les consommateurs éligibles ayant fait usage de leur droit d'accès au réseau	16
Art. 28 - Régularité de l'acheminement	17
Art. 29 - Limitation et interruption de l'acheminement	17
Art. 30 - Interruption de l'approvisionnement du fait du client	18

Partie 7 - Approvisionnement en énergie électrique	19
Art. 31 - Généralités	19
Art. 32 - Clients éligibles	19
Art. 33 - Pluralité de sites de consommation	19
Partie 8 - Tarifs et conditions de paiement.....	19
Art. 34 - Tarifs	19
Art. 35 - Interdiction de la compensation	20
Art. 36 - Facturation et conditions de paiement	20
Art. 37 - Rectifications et contestations	20
Art. 38 - Paiements anticipés et garanties	20
Partie 9 - Dispositions diverses.....	21
Art. 39 - Traitement des données.....	21
Art. 40 - Responsabilité.....	21
Partie 10 - Dispositions transitoires et finales	21
Art. 41 - Droit applicable et for.....	21
Art. 42 - Disposition transitoire	22
Art. 43 - Entrée en vigueur et modification	22
Partie 11 - Glossaire	23
Partie 12 - Table des textes cités.....	25

Partie 1 - Dispositions générales

Art. 1 - Bases et champ d'application

1.1 Les présentes conditions générales (ci-après : CG) s'appliquent :

- a) au raccordement au réseau de distribution d'électricité (ci-après : le réseau) du SEY;
- b) à l'utilisation dudit réseau;
- c) à l'approvisionnement en énergie électrique des consommateurs finaux non éligibles, au sens de la LApEI, ou éligibles mais qui n'ont pas fait usage de leur droit d'accès au réseau;
- d) sauf convention contraire, aux autres produits et services que le SEY fournit pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers;
- e) aux installations produisant de l'énergie électrique qui sont mises en parallèle avec le réseau du SEY et qui peuvent, lorsque les conditions en sont réunies, refouler de l'énergie dans ledit réseau.

1.2 Elles s'appliquent en outre à l'approvisionnement en énergie électrique des consommateurs finaux, raccordés au réseau du SEY, qui ont fait usage de leur droit d'accès au réseau, mais qui ne disposent pas d'un contrat de fourniture d'énergie.

1.3 Les présentes CG constituent, conjointement avec les conditions particulières et les tarifs, ainsi que, cas échéant, avec les contrats conclus individuellement, la base des rapports juridiques entre le SEY et ses clients pour le raccordement au réseau et son utilisation, ainsi que pour l'approvisionnement en énergie électrique.

Elles constituent aussi, conjointement avec les contrats conclus individuellement avec les divers fournisseurs, la base des rapports juridiques entre le SEY et les fournisseurs qui utilisent le réseau du SEY.

1.4 Les présentes CG ne s'appliquent pas si les contrats conclus individuellement en excluent expressément l'application.

Des conditions contractuelles dérogeant aux présentes CG, aux conditions particulières et aux tarifs en vigueur ne s'appliquent que si elles ont été conclues en la forme écrite avec le SEY.

1.5 Les CG, tout comme leurs conditions particulières et les tarifs peuvent être consultés et téléchargés à partir du site Internet du SEY (www.sey.ch) ou commandés directement auprès du SEY.

1.6 Les dispositions impératives des législations fédérales et cantonales en la matière sont réservées.

Art. 2 - Clients et solidarité

2.1 Sont réputés clients au sens des présentes CG :

- a) s'agissant de raccordements d'installations électriques au réseau du SEY : les propriétaires (propriétaires fonciers, propriétaires immobiliers, copropriétaires, titulaires d'un droit de superficie), ainsi que les producteurs;

b) s'agissant de l'utilisation du réseau et de l'approvisionnement en énergie électrique : tout consommateur final au sens de l'art. 4 al. 1 let. b LApEI, à savoir celui qui consomme de l'électricité pour ses propres besoins, notamment : le propriétaire, le fermier, le locataire ou l'occupant de terrains, bâtiments, appartements ou locaux industriels. Les locataires et les sous-locataires de courte durée (par ex. de logements de vacances) ne peuvent pas prétendre à la conclusion d'un contrat. Dans les immeubles où les locataires changent fréquemment, le SEY peut établir le contrat au nom du propriétaire. Dans tous les cas, le propriétaire est considéré comme client lorsque notamment aucun locataire, fermier ou occupant n'a été signalé. Dans les immeubles avec plusieurs utilisateurs, la consommation d'électricité des services généraux (par ex. éclairage de la cage d'escaliers, ascenseurs, etc.) doit en principe être mesurée séparément et le propriétaire de l'immeuble est considéré comme étant le client.

2.2 Si le contrat est conclu au nom de plusieurs personnes, physiques ou morales (copropriétaires, colocataires, sociétés d'un groupe, etc.), celles-ci sont débitrices solidaires des obligations en résultant.

Art. 3 - Début et durée des rapports juridiques

- 3.1 Dans le cas d'un raccordement au réseau moyenne tension (MT), les rapports juridiques entre le SEY et le client débutent en principe avec la conclusion d'un contrat individuel. A défaut d'un tel contrat et dans le cas d'un raccordement au réseau basse tension (BT), ils débutent dès le dépôt de la demande de raccordement au réseau de distribution ou, à défaut d'une telle demande, dès le dépôt de l'avis d'installation.
- 3.2 Dans le cas de l'utilisation du réseau et de l'approvisionnement en énergie électrique, les rapports juridiques débutent, sauf convention contraire, dès que le client s'alimente en électricité ou demande à être alimenté.
- 3.3 Lorsqu'un nouveau client s'annonce, le SEY a le droit d'exiger la remise des documents justificatifs utiles.
- 3.4 Sauf convention contraire, les rapports juridiques entre le SEY et le client naissent pour une durée indéterminée.

Art. 4 - Fin des rapports juridiques

- 4.1 Sauf convention contraire, le client peut en tout temps mettre fin à ses rapports juridiques avec le SEY moyennant résiliation écrite, électronique ou orale, et ce, en respectant un délai d'au moins deux jours ouvrables.
- 4.2 La non-utilisation temporaire de locaux ou d'appareils d'usage saisonnier ou intermittent (par ex. logements de vacances, résidences secondaires, remontées mécaniques) ne met pas fin aux rapports juridiques. Une résiliation ne peut être acceptée que si l'interruption a une durée supérieure à douze mois consécutifs.
- 4.3 Le client reste responsable de ses obligations jusqu'au relevé final de l'index des compteurs.
- 4.4 A défaut de preneur d'énergie, par exemple lorsque les locaux sont vacants, l'installation peut être mise hors circuit et plombée, à moins que le propriétaire n'en convienne autrement avec le SEY.

- 4.5 Le SEY se réserve le droit de démonter les appareils de mesure et de tarification, lorsqu'il n'y a plus de locataire ou de consommation depuis au moins deux ans. Le propriétaire peut demander le maintien ou le remontage des installations, à ses frais.

Art. 5 - Avis obligatoires

- 5.1 Le SEY doit être averti, avec un préavis de deux jours ouvrables au moins, de la date exacte :
- par le vendeur et par écrit : du changement de propriétaire d'un immeuble (bâtiment ou appartement), avec la date de l'entrée en jouissance et la mention des coordonnées du nouveau propriétaire et/ou
 - par le locataire/fermier/occupant qui déménage : du départ des locaux loués ou immeubles concernés par le bail à ferme, avec mention de ses nouvelles coordonnées et/ou
 - par le bailleur : du changement de locataire et/ou
 - par le propriétaire : de l'exécution de travaux de construction après le départ du locataire/fermier/occupant et/ou
 - par le propriétaire d'un immeuble en gérance : des changements concernant la gérance, avec mention de ses nouvelles coordonnées.
- 5.2 Si le changement de locataire/fermier/occupant n'est pas communiqué au SEY, le propriétaire assume subsidiairement le coût de la distribution d'énergie ainsi que les autres coûts éventuels ne pouvant pas être réclamés au locataire.
- 5.3 Pendant la période comprise entre la fin d'un contrat et la conclusion d'un nouveau contrat, le propriétaire est responsable du paiement de la rétribution pour l'utilisation du réseau (timbre), des diverses contributions liées à l'utilisation du réseau de distribution, ainsi que de l'énergie acheminée et consommée.

Partie 2 - Raccordement au réseau de distribution

Art. 6 - Autorisations

- 6.1 L'autorisation écrite du SEY est requise pour :
- tout nouveau raccordement à son réseau de distribution d'un immeuble ou d'une installation électrique;
 - la modification (par ex. le renforcement, le déplacement ou le remplacement) d'un raccordement existant;
 - le raccordement et la modification d'installations soumises à autorisation spéciale, en particulier des installations qui provoquent des perturbations ou engendrent un excédent d'énergie réactive sur le réseau;
 - l'utilisation du réseau en parallèle avec l'exploitation d'installations produisant de l'électricité;

- e) les raccordements provisoires et leurs modifications (chantiers, expositions, fêtes, forains, marchés, etc.);
- f) la détermination, l'exploitation et la mise en place des appareils de mesure sur un réseau de distribution fine de peu d'étendue d'un site.

Le client ne pourra en aucun cas se prévaloir de ce qu'un appareil est déjà connecté ou utilisé pour se soustraire à l'obligation d'obtenir une autorisation.

- 6.2 Les demandes d'autorisation, en particulier les demandes de raccordement et les avis d'installation, doivent être présentées au SEY, au moyen des formulaires prévus, par le propriétaire ou son mandataire (architecte, installateur autorisé, ingénieur, etc.). Doivent y être joints tous les documents décrits dans les conditions particulières, notamment ceux concernant l'utilisation de l'énergie et la puissance de raccordement.

De plus, des autorisations supplémentaires peuvent être demandées par le Service de l'environnement et de l'énergie, notamment pour les installations à usage thermique de l'électricité.

- 6.3 Le client, l'installateur ou le fournisseur d'appareils doit s'informer en temps utile auprès du SEY des possibilités de raccordement (capacité du réseau de distribution, tension, nécessité de renforcer l'installation, etc.).

Art. 7 - Conditions de raccordement

- 7.1 Les installations et les appareils électriques ne sont raccordés que :

- a) s'ils répondent aux prescriptions, normes et ordonnances d'exécution fédérales et cantonales, aux règles techniques en usage, ainsi qu'aux prescriptions du SEY (notamment aux Prescriptions des Distributeurs d'électricité de Suisse romande, Installations Electriques à basse tension; ci-après PDIE),
- b) si leur fonctionnement ne gêne pas les installations électriques des clients voisins et ne perturbe pas les équipements de télécommunication,
- c) si les signaux de transmission d'information par le réseau de distribution ne sont pas perturbés de manière inadmissible par les installations de l'utilisateur du réseau, et
- d) si les installations ont été réalisées par des entreprises ou des personnes disposant d'une autorisation d'installer délivrée par l'Inspection fédérale des installations à courant fort, lorsqu'une telle autorisation est requise.

- 7.2 L'autorisation de raccordement donnée par le SEY n'est pas considérée comme approbation des répercussions non autorisées sur le réseau.

Art. 8 - Conditions spéciales

- 8.1 Le SEY peut imposer, aux frais de celui qui en est à l'origine, des conditions ou des mesures spéciales dans les cas suivants :

- a) pour le dimensionnement et le réglage de chauffages électriques et d'autres applications thermiques;
- b) lorsque l'énergie réactive ($\cos \varphi$) ne répond pas aux exigences du SEY (notamment aux PDIE);

- c) pour des appareils électriques qui provoquent des perturbations sur le réseau et entravent l'exploitation de l'installation du SEY ou de ses clients;
- d) pour une utilisation rationnelle de l'électricité;
- e) pour l'injection dans le réseau de l'énergie des installations productrices d'énergie des clients.

- 8.2 Une autorisation spécifique est en particulier requise pour le raccordement de certains appareils pouvant entraîner des perturbations de tension (par ex : ascenseurs, pompes à chaleur, moteurs électriques, plaques à induction, convertisseurs électroniques). La liste de ces appareils peut être obtenue auprès du SEY ou d'un installateur électricien agréé.
- 8.3 De telles conditions et mesures s'appliquent également aux installations ou aux rapports juridiques déjà existants.
- 8.4 Le SEY est en droit de procéder à des mesures pour vérifier les perturbations provenant d'installations de clients. En cas de perturbations imputables au client, les coûts inhérents à ces mesures et au rétablissement du bon fonctionnement de ses installations sont à la charge du client. Le SEY se réserve le droit de rechercher et poursuivre la personne qui a causé des perturbations ou dégâts.
- 8.5 Le réseau de distribution du SEY ne peut être utilisé pour le transfert de données ou de signaux de tiers, qu'avec l'autorisation expresse du SEY. Cette utilisation est facturée séparément.

Art. 9 - Point de dérivation, point de fourniture et point de mesure

- 9.1 Le point de dérivation est l'endroit où se fait la connexion au réseau existant. Il est défini par le SEY.
- 9.2 Est appelée point de fourniture la limite de propriété entre les installations électriques du SEY et celles du client. Celui-ci se situe :
- a) en basse tension, en général aux bornes d'entrée du coupe-surintensité général (CSG);
 - b) en moyenne et haute tension, en général aux bornes en aval (côté client) de l'organe de coupure qui permet de séparer les installations du client et celles du SEY.

Sauf accord contraire écrit et indépendamment de la prise en charge des coûts, les limites de propriété suivantes font foi :

- la limite de la parcelle pour les ouvrages de génie civil,
- le point de fourniture pour les équipements électriques de raccordement au réseau.

A l'exception des appareils de mesure et de tarification de l'énergie électrique, tous les coûts en aval du point de fourniture découlant du raccordement sont à la charge du client, qui devient propriétaire de ces installations.

Indépendamment des limites de propriété, le SEY est responsable de l'exploitation du raccordement au sens de la législation.

L'accès physique au point de fourniture doit être garanti gratuitement et en tout temps. Dans le cas contraire, une possibilité de déconnexion doit être réalisée aux frais de la personne concernée.

- 9.3 Le point de mesure se situe là où le flux d'énergie électrique est saisi, mesuré et enregistré.

Art. 10 - Modalités du raccordement

- 10.1** La construction de la ligne (partie électrique), du point de dérivation du réseau existant jusqu'au point de fourniture, est exécutée par le SEY ou ses mandataires. Il en va de même pour les raccordements provisoires.
- 10.2** Le SEY décide du type de ligne (aérienne ou souterraine), de son tracé et de sa section, eu égard aux conditions au point de dérivation (puissance de raccordement, puissance de court-circuit, disponibilité, etc.), aux besoins avérés du client, aux coûts d'un renforcement du réseau découlant du raccordement ainsi qu'à l'objectif général d'utiliser de manière économique l'infrastructure du réseau; il fixe le point de dérivation au réseau existant, le point de fourniture, le type de CSG et le point de mesure. Pour ce faire, il tient compte de l'intérêt du client.
- 10.3** Le SEY détermine le niveau de tension auquel le client est raccordé.
A cet égard, les règles suivantes sont applicables :
- a) le raccordement de base est celui du niveau de basse tension (niveau de réseau 7; ci-après NR 7);
 - b) les conditions d'attribution de la moyenne tension et de la haute tension (NR 5 et NR 3) sont déterminées par le SEY dans des conditions particulières;
 - c) lorsqu'un consommateur final raccordé aux réseaux de distribution de moyenne ou de haute tension (NR 5 ou 3) n'en remplit plus les conditions, le SEY peut adapter la rémunération de l'utilisation du réseau conformément à ses conditions tarifaires afin de garantir l'égalité de traitement avec les clients raccordés aux niveaux de tension inférieure; alternativement, le client peut réaliser, à ses frais, une adaptation de l'installation;
 - d) dans tous les cas, le SEY peut exiger de la part du client un dédommagement en cas de changement de niveau de tension du raccordement;
 - e) si le mode d'exploitation conduit le client à prélever l'énergie en perturbant la propre exploitation du SEY, le SEY peut imposer le raccordement d'un client à un autre niveau de tension;
 - f) le niveau de tension auquel est raccordée une installation de production est déterminé selon les conditions particulières relatives au raccordement des installations de production.
- 10.4** Le client n'est pas autorisé à modifier son raccordement. Lorsque, à la suite de travaux de construction ou de rénovation réalisés sur son bien-fonds, le client requiert le déplacement, la modification ou le remplacement des installations du SEY, il supporte les coûts de ces travaux.
- 10.5** Au surplus, les modalités et les conditions du raccordement au réseau sont réglées dans des conditions particulières.

Art. 11 - Nombre de raccordements

- 11.1** En règle générale, le SEY établit un seul raccordement (raccordement principal) par bien-fonds ou bâtiment lié à ce bien-fonds.

- 11.2 A la demande du client, un deuxième raccordement principal peut être établi pour l'alimentation des producteurs, d'éléments de mobilier urbain ou des antennes téléphoniques. Il est traité comme un nouveau raccordement.
- 11.3 A la demande du client, un raccordement supplémentaire (secondaire) peut être établi pour augmenter la disponibilité de l'alimentation. Il est entièrement à la charge du client.
- 11.4 Lorsqu'il s'agit de raccorder sur un même bien-fonds plusieurs entités juridiques distinctes à des niveaux de tension différents, le SEY établira un raccordement par niveau de tension. Dans ce cas, les installations ne peuvent pas être reliées entre elles.

Art. 12 - Alimentation commune

- 12.1 Le SEY peut alimenter plusieurs immeubles par une ligne d'amenée commune. Il est habilité à raccorder d'autres clients à une ligne traversant le bien-fonds d'un tiers. Dans ce cas, le point de dérivation et la limite de propriété doivent être adaptés en conséquence.
- 12.2 Le client n'a pas le droit de raccorder des tiers aux lignes traversant son bien-fonds.

Art. 13 - Servitudes

- 13.1 Le propriétaire d'immeuble ou le titulaire d'un droit de superficie accorde ou procure gratuitement au SEY les servitudes nécessaires au raccordement, avec droit d'accès, conformément au Code civil. Il s'engage en outre à accorder les servitudes nécessaires aux lignes qui sont utilisées pour le raccordement de tiers. Il autorise le SEY à faire inscrire ces servitudes au Registre foncier.
- 13.2 Le propriétaire d'immeuble ou le titulaire d'un droit de superficie s'engage également à accorder le droit d'implanter des cabines de distribution et les stations de transformation. Il accorde les servitudes et les droits d'accès correspondants et autorise le SEY à faire inscrire ces servitudes au Registre foncier. L'emplacement des cabines de distribution et des stations de transformation est défini par le SEY, qui tient compte des intérêts du client. Le SEY est autorisé à utiliser ces cabines de distribution et stations transformatrices pour raccorder des tiers.
- 13.3 Pour la mise à disposition d'une puissance égale ou supérieure à 100 kVA, le SEY peut exiger du client la fourniture soit d'un local adéquat, soit d'un emplacement qui convienne à une station transformatrice.
- 13.4 Le propriétaire ou le titulaire d'un droit de superficie autorise l'élagage des arbres et arbustes nécessaire à assurer l'exploitation du réseau.

Art. 14 - Entretien et renouvellement de l'équipement

- 14.1 Le SEY décide de la nécessité et de la date de renouvellement des installations existantes. Au besoin, il justifie sa décision.
- 14.2 Sauf accord particulier, l'entretien et le renouvellement des équipements du SEY sont effectués par le SEY ou son mandataire.

Art. 15 - Suppression du raccordement à la demande du client

- 15.1 La suppression d'un raccordement nécessite l'autorisation du SEY.
- 15.2 Le SEY peut exiger de la part du client un dédommagement pour les frais de démontage et les investissements non amortis.

Partie 3 - Contribution et frais de raccordement

Art. 16 - Principes

- 16.1 Le client est redevable envers le SEY d'une contribution de raccordement pour tout nouveau raccordement au réseau et/ou modification des raccordements.

Le SEY détermine la contribution de raccordement due par le client en fonction notamment du principe de causalité, de couverture des coûts, de rentabilité du réseau et d'éventuelles autres conditions particulières. Les modalités de calcul et d'application des principes mentionnés au ch. 16.2 ss sont déterminées de façon plus détaillée dans les tarifs y relatifs.

La contribution de raccordement est constituée :

- a) d'une contribution au branchement et
- b) d'une finance d'équipement.

- 16.2 La contribution au branchement est destinée à couvrir les coûts du raccordement entre le point de dérivation et le point de fourniture.

Elle se calcule en fonction des besoins du client, de façon forfaitaire ou selon les coûts effectifs.

- 16.3 La finance d'équipement est une contribution du client à l'établissement ou au renforcement de l'ensemble des installations du réseau, ce indépendamment des extensions de réseau effectivement réalisées pour le raccordement au réseau en question.

La finance d'équipement n'est pas remboursable au client qui a déménagé, même si les équipements profitent ensuite à d'autres clients.

Elle est proportionnelle à l'intensité du CSG ou à la puissance souscrite par le client ou encore, cas échéant, à la puissance soutirée lors du quart d'heure le plus chargé.

Elle est perçue pour tout nouveau raccordement ainsi que pour toute augmentation de l'intensité ou de la puissance tenue à disposition. Le SEY doit être averti de toute modification de puissance.

Pour les installations de production, aucune finance d'équipement n'est perçue pour l'intensité refoulée sur le réseau.

- 16.4 Les coûts générés par les raccordements supplémentaires sont entièrement à la charge du propriétaire.

- 16.5 Hors zone à bâtir, lorsque la ligne à laquelle le nouveau client est raccordé existe déjà et a été payée en partie par des tiers en faveur du SEY, le client participe aux coûts de construction de la ligne existante.

- 16.6 Le paiement de la contribution de raccordement ne donne aucun droit de propriété sur les installations électriques en amont du point de fourniture, lesquelles restent propriété du SEY.
- 16.7 Les adaptations et les rétablissements du raccordement au réseau sont à la charge de la personne physique ou morale qui les a occasionnés.
- 16.8 En cas de renforcement du raccordement au réseau, les conditions définies pour les nouveaux raccordements s'appliquent.

Art. 17 - Exigibilité et exécution du raccordement

- 17.1 Sauf exception, la contribution au branchement et la finance d'équipement sont exigibles et doivent être acquittées avant l'exécution du raccordement.
- 17.2 Le raccordement n'est exécuté que si le client a rempli toutes les conditions préalables financières et techniques, et si les autres travaux y relatifs ont été exécutés.

Art. 18 - Modifications des installations de raccordement

- 18.1 Lorsque le client demande ou cause un déplacement, une modification, un remplacement ou une suppression des installations de raccordement (y compris le point de dérivation et le point de fourniture), sur sa parcelle ou à l'extérieur de celle-ci, les frais en découlant sont à sa charge.

Si le client demande le remplacement d'un raccordement aérien existant par un raccordement souterrain, il en supporte les frais correspondants et, cas échéant, les coûts non encore amortis.

Si le SEY prend l'initiative de remplacer une ligne aérienne existante par une ligne souterraine, il s'entendra préalablement avec les propriétaires intéressés sur la répartition des frais.

- 18.2 Le client est tenu de permettre au SEY de réaliser les installations nécessaires à la construction et à l'exploitation d'un réseau sûr, performant et économique.

Art. 19 - Raccordements provisoires

Les coûts des raccordements provisoires (montage et démontage des lignes, stations transformatrices et raccordements pour chantiers, forains, places de fêtes, marchés, etc.) sont à la charge du client ou de l'entrepreneur avec qui le SEY a convenu un tel raccordement.

Partie 4 - Sécurité et installations du client

Art. 20 - Sécurité des personnes et des installations

- 20.1 Si des travaux susceptibles de mettre en péril des personnes ou des biens doivent être exécutés à proximité des installations du SEY, le client doit en aviser ce dernier, préalablement et en temps utile.

- 20.2 A la demande du client, le SEY procédera à l'isolement des lignes aériennes ou à leur mise hors tension lorsque des travaux (montage de grue, travaux de toitures, ravalement de façades, etc.) sont entrepris à proximité de celles-ci. Une participation aux frais sera demandée au client.
- 20.3 Le client ou le propriétaire qui veut exécuter ou faire exécuter des travaux de quelque nature que ce soit (par ex. abattage d'arbres, construction, minages, etc.) à proximité de lignes électriques aériennes ou souterraines qui, de ce fait, pourraient être endommagées ou menacées, doit en informer préalablement et en temps utile le SEY. Ce dernier détermine les mesures de sécurité nécessaires, en accord avec le client ou le propriétaire. Une participation aux frais sera demandée.
- 20.4 Le client ou le propriétaire, qui a l'intention d'exécuter ou de faire exécuter des travaux de génie civil de quelque nature que ce soit sur un terrain privé ou public, doit préalablement se renseigner auprès du SEY sur la position des câbles éventuellement enfouis dans le sol. Avant le remblayage, il est également tenu d'aviser à nouveau le SEY pour que celui-ci puisse contrôler, relever et protéger les câbles qui auraient été mis au jour au cours des travaux. Une participation aux frais sera demandée. Le client ou le propriétaire est en tout temps responsable des éventuels dommages causés.
- 20.5 Le client ou le propriétaire est responsable du respect des présentes dispositions par ses mandataires et auxiliaires.

Art. 21 - Installations propriété du client

- 21.1 L'établissement, la modification, l'extension et l'entretien des installations propriété du client doivent être exécutés en conformité avec la législation et les prescriptions applicables en la matière.
- 21.2 En basse tension, les installateurs autorisés mandatés par le propriétaire de l'installation électrique doivent notamment adresser au SEY, au moyen des formulaires mis à leur disposition, les avis d'installation (AI) et les avis d'intervention sur les appareils de tarification (IAT).
- A la fin des travaux, le propriétaire ou son mandataire fournit le ou les rapport(s) de sécurité (RS) prescrit(s).
- En application de la législation, le SEY demande périodiquement aux propriétaires d'installations à basse tension de fournir la preuve que leurs installations répondent aux exigences techniques et de sécurité, ainsi qu'aux normes en vigueur.
- Le propriétaire des installations est tenu de faire éliminer, à ses frais, les défauts constatés et de fournir un RS dans les délais fixés par le SEY.
- La législation applicable en la matière et les prescriptions qui en découlent font foi.
- 21.3 Les installations et les appareils raccordés au réseau de distribution doivent être constamment tenus en bon état de manière à ne présenter aucun danger. Tout défaut constaté devra aussitôt être corrigé.
- Le client signale immédiatement à un installateur autorisé toute anomalie apparaissant dans son installation, telle que le fonctionnement fréquent des fusibles ou des disjoncteurs, crépitement ou autre phénomène suspect.

- 21.4 En cas de nouvelle construction ou de modification d'une installation existante raccordée en haute ou moyenne tension, il appartient au client de requérir de l'Inspection fédérale des installations à courant fort (ESTI) les autorisations nécessaires pour les installations dont il est propriétaire. Cas échéant, il en va de même des installations de production.

Partie 5 - Appareils de mesure de l'énergie

Art. 22 - Détermination des appareils

- 22.1 Le SEY détermine les appareils de mesure et de tarification de l'énergie électrique (compteurs, transformateurs de mesure, récepteurs de télécommande centralisée, horloges, modems raccordés aux compteurs, etc.) nécessaires à la facturation de l'utilisation du réseau et de la fourniture d'énergie. Le SEY peut tenir compte de demandes particulières du client.
- 22.2 Les clients éligibles qui ont fait usage de leur droit d'accès au réseau doivent dans tous les cas disposer d'appareils permettant de dresser une courbe de charge au quart horaire et pouvant être télérelevés en permanence.

Art. 23 - Mise en place et exploitation

- 23.1 Sauf accord contraire écrit, les appareils de mesure et de tarification de l'énergie sont fournis, posés et exploités par le SEY, qui en demeure propriétaire et en assure l'entretien, selon les prescriptions légales.
- 23.2 Le SEY détermine l'emplacement des appareils de mesure et de tarification.
- Le propriétaire ou le client fait établir à ses frais et d'après les instructions du SEY toutes les installations nécessaires au raccordement des appareils de mesure et de tarification, y compris les aménagements nécessaires à la protection de ces dispositifs (par ex. encastréments, niches, coffrets extérieurs). Si des relevés périodiques des consommations le rendent nécessaire, cela comprend également le raccordement au système de télécommunication et la mise à disposition d'un tel système permanent ainsi que le paramétrage des appareils s'y rapportant.
- L'emplacement nécessaire à la pose de ces appareils de mesure est mis gratuitement à la disposition du SEY.
- Si besoin est, un raccordement à une alimentation auxiliaire doit être installé à proximité immédiate de la place de mesure.
- 23.3 Le client s'engage à fournir gratuitement au SEY et à ses mandataires un accès permanent à la place de mesure, afin de permettre le relevé du compteur, le contrôle de l'installation, le changement des équipements de mesure ainsi que les travaux d'entretien.
- Cet accès doit être accepté par le SEY.

- 23.4 Les coûts engendrés par la pose ou le démontage des appareils de mesure et de tarification sont à la charge de la partie qui demande la prestation. Le montage des appareils de mesure et de tarification supplémentaires demandés par le client est effectué aux frais de ce dernier. Ces appareils supplémentaires doivent être compatibles avec les équipements et systèmes d'information du SEY. Le SEY se réserve le droit de mettre en œuvre, aux frais du client demandeur et dans les règles de l'art, des équipements de télécommunication adéquats pour accéder à distance et à tout moment aux données des appareils de mesure et de tarification.
- 23.5 Seuls le SEY et ses mandataires sont autorisés à monter, plomber, déplomber, installer, enlever ou déplacer des appareils de mesure et de tarification. Seules ces personnes peuvent établir ou interrompre l'acheminement d'électricité dans une installation en montant ou démontant l'appareil de mesure. Quiconque, sans autorisation, détériore ou retire les plombs des appareils de mesure ou procède à des manipulations pouvant influencer le fonctionnement et l'exactitude de ces appareils répondra du dommage causé et supportera en outre les frais de révision, de remise en conformité et de vérification officielle. Le SEY se réserve le droit de déposer une plainte pénale.
- 23.6 Si les appareils de mesure et de tarification sont endommagés, sans faute du SEY, le propriétaire supportera le coût de leur réparation, remplacement ou échange.

Art. 24 - Exactitude des équipements de mesure

- 24.1 Les appareils de mesure et de tarification, dont la marge d'erreur ne dépasse pas la tolérance légale, sont réputés justes. Le même principe s'applique par analogie aux récepteurs de télécommande centralisée situés dans une fourchette de +/- 30 minutes par rapport au temps réel en exploitation non perturbée.
- 24.2 Les appareils de mesure et de tarification de l'énergie sont étalonnés et poinçonnés officiellement. Ils sont vérifiés périodiquement par les soins du SEY, conformément à la législation en vigueur.
- 24.3 Lorsque l'exactitude des mesures est mise en doute, le client peut requérir la vérification des appareils par un laboratoire accrédité. En cas de contestation, le cas est soumis à l'expertise de l'Office fédéral de métrologie et d'accréditation. Si l'exactitude des appareils est reconnue, les frais de vérification sont à la charge du client.
- 24.4 Le client signale immédiatement toute anomalie qu'il pourrait constater dans le fonctionnement des appareils de mesure et de tarification.

Art. 25 - Mesure de la consommation d'énergie et de la puissance

- 25.1 La consommation d'énergie et de puissance est déterminée par les indications des appareils de mesure et de tarification. Des forfaits de consommation peuvent être appliqués dans des cas particuliers.
- 25.2 Le relevé des index ainsi que la surveillance des autres appareils fournis et posés par le SEY sont effectués par le SEY ou ses mandataires. Dans certains cas, le SEY peut inviter le client à relever lui-même l'index des compteurs et à lui communiquer le résultat.

- 25.3** Si l'accès aux appareils de mesure et de tarification est impossible ou si le relevé des index n'est pas communiqué par le client dans un délai raisonnable, le SEY peut procéder à une évaluation de la consommation sur la base des prélèvements effectués au cours des périodes précédentes et en tenant compte des changements intervenus entre-temps, tels que la puissance de raccordement et les conditions d'exploitation.
- 25.4** En cas d'arrêt, de mauvais fonctionnement ou d'erreur des appareils de mesure et de tarification, les consommations sont établies le plus exactement possible. A défaut de bases plus précises, la valeur de la consommation réelle est déterminée par la moyenne des périodes de facturation précédant et suivant la perturbation ou d'après une période correspondante de l'année précédente, en tenant compte des changements intervenus, de la puissance de raccordement et des conditions d'exploitation.
- 25.5** Si la grandeur et la durée de l'écart dans les données d'un appareil de mesure et de tarification peuvent être établies avec exactitude, la rectification des décomptes s'étend sur cette période, mais au plus sur une période de cinq ans. Si le début du dérangement ne peut pas être défini avec précision, la rectification ne porte que sur la période en cours.
- 25.6** Si des pertes surviennent dans une installation à la suite d'un défaut à la terre, d'un court-circuit ou de causes propres à l'installation, notamment un appareil resté branché par inadvertance ou raccordé à un circuit et à un tarif non appropriés, le client ne peut prétendre à aucune réduction sur la consommation enregistrée.

Partie 6 - Acheminement de l'énergie et utilisation du réseau

Art. 26 - Généralités

- 26.1** Le SEY achemine jusqu'au point de fourniture l'énergie électrique des consommateurs finaux, au sens de la législation fédérale, dont le site de consommation est situé dans sa zone de desserte. L'acheminement est assuré conformément aux dispositions qui suivent.
- 26.2** Le client assume quant à lui la responsabilité du respect des dispositions légales sur l'utilisation de l'énergie électrique.
- 26.3** Sauf convention contraire, le SEY définit le genre, la tension et le facteur de puissance $\cos \varphi$ de l'énergie électrique acheminée, ainsi que les mesures de sécurité. La fréquence nominale est de 50 Hz. Il appartient au client d'adapter ses installations en conséquence.

Art. 27 - Utilisation du réseau par les consommateurs éligibles ayant fait usage de leur droit d'accès au réseau

- 27.1** Les clients éligibles qui ont fait usage de leur droit d'accès au réseau, conformément à la législation fédérale, doivent disposer d'un contrat de fourniture d'énergie valable, exécutable et porté à la connaissance du SEY, au moins 30 jours avant son entrée en vigueur. Dans ce cas, soit le client doit conclure un contrat d'utilisation du réseau avec le SEY, soit le fournisseur doit être au bénéfice d'un contrat-cadre avec le SEY qui constitue un contrat d'utilisation du réseau avec le client.

- 27.2 L'approvisionnement en énergie d'un site éligible ne peut être réalisé que par un seul fournisseur, ceci quels que soient le nombre et l'usage des appareils de mesure et de tarification.
- 27.3 Lorsque le client fait usage de son droit de recevoir de la part de son fournisseur une facture qui inclut la rémunération pour l'utilisation du réseau, il n'en reste pas moins débiteur de cette rémunération envers le SEY.
- 27.4 Si le consommateur final utilise le réseau du SEY sans que la couverture de ses besoins soit assurée par un contrat de fourniture valide, un nouveau contrat de fourniture de secours est automatiquement établi avec le SEY, en sa qualité de fournisseur de base, selon les conditions définies par ce dernier.

Art. 28 - Régularité de l'acheminement

- 28.1 Dans des conditions d'exploitation normales, le SEY met à disposition des clients, au point de fourniture, une qualité de réseau permettant de livrer l'énergie électrique dans les limites des tolérances usuelles en ce qui concerne les propriétés physiques, ce conformément aux normes en vigueur et dans les limites de ses possibilités. S'agissant des réseaux BT et MT, les tolérances en matière de tension et de fréquence selon la norme européenne EN 50160 « Caractéristiques de la tension sur les réseaux publics de distribution d'électricité » s'appliquent. Dans des cas particuliers, par exemple si le point de fourniture est très éloigné, les normes précitées pourraient ne pas être garanties.
- 28.2 L'énergie refoulée par un producteur ne doit en aucun cas perturber les autres clients raccordés. Le propriétaire ou l'exploitant de l'installation est tenu de prendre les mesures adéquates afin de satisfaire à ces exigences.
- 28.3 Le client peut demander au SEY de mesurer la qualité de l'acheminement. S'il s'avère que la qualité telle que définie dans les présentes conditions générales n'est pas atteinte et si ce défaut de qualité n'est pas dû à une faute ou un manquement imputable au client, les coûts des mesures sont à la charge du SEY. Dans tous les autres cas, ces coûts sont à la charge du client.

Art. 29 - Limitation et interruption de l'acheminement

- 29.1 Le SEY a le droit de restreindre ou d'interrompre l'acheminement d'énergie :
- a) en cas de force majeure, tels que faits de guerre ou circonstances analogues, troubles intérieurs, grèves, sabotages;
 - b) en cas de catastrophes naturelles, telles que tremblements de terre, inondations, avalanches, éboulements de rochers, glissements de terrains et laves torrentielles;
 - c) lors d'événements extraordinaires ou naturels, tels qu'incendies, explosions, charriages de glace, sécheresse importante ou brusque fonte de glace, foudres, tempêtes, froid, canicule et perturbations ou autres événements aux répercussions similaires, ainsi qu'en cas de défaillance de la production;
 - d) lors d'interruptions pour des raisons d'exploitation, telles que réparations, travaux d'entretien et d'extension, interruption de l'approvisionnement, surcharges, congestions des réseaux, perte de moyens de production, délestages préventifs;

- e) en cas d'accidents ou d'incidents, lorsqu'il y a danger pour l'homme, les animaux, l'environnement ou les biens;
- f) lorsque la sécurité de l'approvisionnement ne peut pas être garantie, afin de prévenir les surcharges, les pénuries ainsi que les variations de fréquence;
- g) en cas de mesures ordonnées par les autorités et cellules de crise compétentes.

Dans la mesure du possible, le SEY tiendra compte des besoins des clients. Les interruptions ou restrictions d'acheminement de longue durée prévisibles seront également, dans la mesure du possible, annoncées préalablement aux clients.

- 29.2** Le SEY est autorisé à limiter ou à modifier les heures d'alimentation pour certaines catégories d'appareils, afin de gérer la charge du réseau de manière optimale. Les équipements techniques nécessaires à cet effet sont à la charge du client.
- 29.3** Le client qui dispose d'une production propre ou qui reçoit aussi de l'énergie de tiers, doit veiller à ce que, lors d'arrêt de courant dans le réseau du SEY, ses installations soient automatiquement déclenchées et ne puissent pas être réenclenchées tant que la tension n'est pas rétablie, en tenant compte des conditions d'enclenchement. Ces clients doivent respecter les conditions particulières pour le raccordement des producteurs.

Art. 30 - Interruption de l'approvisionnement du fait du client

- 30.1** Le SEY peut, à la demande d'un fournisseur tiers et pour les motifs prévus dans les conditions générales de fourniture d'énergie de ce dernier, interrompre l'acheminement d'énergie.
- 30.2** Après avertissement écrit, le SEY a le droit d'interrompre l'acheminement d'énergie et de déconnecter l'installation du client, lorsque celui-ci :
- a) emploie des installations ou des appareils non conformes aux prescriptions, présentant, pour d'autres raisons, un danger pour les personnes et les biens ou engendrant des perturbations sur le réseau de distribution;
 - b) prélève de l'énergie illicitement;
 - c) refuse ou rend impossible au SEY ou à ses mandataires l'accès à ses installations ou à ses appareils de mesure et de tarification;
 - d) ne règle pas les factures liées au raccordement, à l'utilisation du réseau ou à sa consommation d'énergie et/ou ne produit pas de garantie pour le paiement de ses factures futures;
 - e) ne fournit pas les garanties convenues, ne verse pas les paiements anticipés convenus ou ne respecte pas les modalités de paiements convenues;
 - f) enfreint les dispositions essentielles des présentes conditions générales.
- 30.3** Les installations et les appareils électriques défectueux qui présentent un danger important pour les personnes ou un sérieux risque d'incendie peuvent, sans avertissement préalable, être déconnectés du réseau de distribution, mis hors service ou plombés par les agents du SEY, ou par ses mandataires ou par l'Inspection fédérale des installations à courant fort.
- 30.4** La suppression de l'approvisionnement en énergie ne libère pas le client de son obligation de paiement des factures reçues ni de ses autres engagements envers le SEY. La suppression légitime de l'approvisionnement ne donne droit à aucun dédommagement de quelque nature que ce soit.

Partie 7 - Approvisionnement en énergie électrique

Art. 31 - Généralités

L'énergie livrée est destinée exclusivement au client final. Celui-ci n'est pas en droit de la vendre ou de la céder sous quelque forme que ce soit à un tiers, à l'exception de locataires de courte durée (par ex. logements de vacances).

Art. 32 - Clients éligibles

- 32.1 Les clients finaux éligibles, au sens de la législation fédérale, doivent communiquer au SEY jusqu'au 31 octobre d'une année qu'ils revendiquent leur droit d'accès au réseau dès le 1^{er} janvier suivant.
- 32.2 Les rapports juridiques entre le SEY et les clients finaux qui exercent leur droit d'accès au réseau de distribution sont régis, s'agissant de la fourniture d'énergie électrique, par des contrats individuels.

Art. 33 - Pluralité de sites de consommation

Le droit d'accès au réseau d'un client disposant de plusieurs sites de consommation, au sens de la législation fédérale, se détermine sur chaque site de consommation. Pour l'accès au réseau, le foisonnement de plusieurs sites n'est pas admis.

Partie 8 - Tarifs et conditions de paiement

Art. 34 - Tarifs

- 34.1 Les montants de la contribution de raccordement, les tarifs de l'utilisation du réseau et de l'approvisionnement en énergie électrique sont déterminés par le SEY selon ses tarifs en vigueur au jour de la facturation (cf. liste des tarifs). En cas d'évolution des tarifs, la facturation s'effectue prorata temporis.
- 34.2 Pour les clients non éligibles et les clients éligibles qui renoncent à exercer leur droit d'accès au réseau, le SEY détermine le tarif initialement applicable. Le client peut demander la modification de son tarif réglementé, dans le cadre des tarifs qui lui sont applicables. Dans ce cas, le client est seul responsable de la pertinence économique de son choix. Les frais inhérents au déploiement de ce nouveau tarif sont entièrement à la charge du client.
- 34.3 Les éventuels taxes, redevances, émoluments et impôts sont facturés en sus.
- 34.4 Les tarifs communiqués s'appliquent uniquement au prélèvement d'énergie du client en vue de son usage propre. En cas de détournement intentionnel des dispositions relatives au prix par le client ou ses mandataires de même qu'en cas de prélèvement illicite d'énergie, le client devra verser les montants détournés dans leur intégralité, intérêts et frais encourus en sus. Le raccordement d'appareils électriques au circuit d'un compteur destiné à d'autres fins est contraire aux présentes CG et peut faire l'objet de poursuites civiles et pénales.

Art. 35 - Interdiction de la compensation

35.1 Le client n'est pas habilité à compenser d'éventuelles créances qu'il aurait envers le SEY, ni envers le fournisseur tiers d'énergie.

Art. 36 - Facturation et conditions de paiement

36.1 Le SEY présente ses factures aux clients à intervalles réguliers qu'il fixe lui-même. Il se réserve le droit de facturer, entre deux relevés, des acomptes déterminés sur la base d'une période de consommation antérieure ou d'une estimation de la consommation future.

Une facture calculée sur la base d'une estimation n'est pas corrigée, la correction se faisant automatiquement lors du prochain relevé. Les factures de solde font exception à cette règle.

36.2 Le montant des factures doit être acquitté auprès de l'émetteur de la facture, sans rabais ni escompte, à l'échéance indiquée sur la facture. Le paiement fractionné des factures n'est possible qu'avec l'accord de l'émetteur de la facture.

36.3 Si l'échéance de paiement n'est pas respectée, le montant de la facture peut être majoré d'un intérêt moratoire de 5% l'an, à compter du premier jour utile.

36.4 En cas de retard de paiement, un premier rappel accordant un délai de paiement supplémentaire de 10 jours est adressé au client. Si le premier rappel n'est pas suivi d'effet, un deuxième rappel est adressé au client, lui accordant un délai de grâce de 5 jours et l'avisant que la fourniture d'énergie sera interrompue si ce deuxième rappel n'était pas suivi d'effet. Les frais liés à la procédure de recouvrement sont facturés unitairement à hauteur d'un montant déterminé dans les tarifs.

36.5 Les factures quittancées ne valent pas preuve de paiement des factures précédentes.

Art. 37 - Rectifications et contestations

37.1 Une rectification des erreurs de facturation ou de paiement est possible pendant 5 ans à compter de la date de la facture y relative.

37.2 Les contestations relatives à la mesure de l'énergie ou à tout autre élément figurant sur la facture n'autorisent pas le client à refuser le paiement des montants facturés ou le versement d'acomptes.

Art. 38 - Paiements anticipés et garanties

38.1 En cas de retard dans le paiement des factures ou en cas de doute fondé sur la solvabilité du client, le SEY peut exiger des paiements anticipés ou des dépôts de garanties.

38.2 Le SEY peut installer des compteurs à prépaiement. Sous réserve des dispositions légales impératives, ces compteurs peuvent être réglés de telle manière que le montant payé inclut un surplus destiné à honorer les créances arriérées. Les coûts de pose et de dépose de ces compteurs, de même que tous les frais supplémentaires, sont à la charge exclusive du client.

Partie 9 - Dispositions diverses

Art. 39 - Traitement des données

- 39.1 Le SEY se conforme, lors du traitement et de l'utilisation des données du client recueillies ou rendues accessibles dans le cadre de leur relation juridique, à la législation sur la protection des données.
- 39.2 Le SEY est en droit de transmettre à des tiers des données relatives à la consommation d'énergie, à la facturation et au contrat, pour comptabiliser, compenser, facturer et recouvrer les prestations liées au raccordement au réseau, à l'utilisation du réseau et à la fourniture d'énergie.
- 39.3 Le SEY est en outre en droit de traiter des données dans le but d'établir des prévisions de consommation.
- 39.4 Le client donne son accord à ces règles en entrant en relation contractuelle avec le SEY.

Art. 40 - Responsabilité

- 40.1 L'étendue de la responsabilité du SEY est définie par la législation en matière d'électricité et par les autres dispositions impératives en matière de responsabilité civile.
- 40.2 Sous réserve des dispositions légales impératives, le client ne peut prétendre à aucune indemnité pour dommages directs ou indirects, y compris la perte de production ou de gains :
- a) causés par des fluctuations de tension ou de fréquence de quelque nature et importance qu'elles soient, ou par des perturbations liées à la présence d'harmoniques sur le réseau;
 - b) causés par des restrictions, des interruptions, des suppressions de la livraison d'énergie, des réenclenchements du réseau ou lors de l'exploitation de systèmes de télécommande centralisée.
- 40.3 La présente exclusion de responsabilité est nulle en cas de dol et de faute grave du SEY.
- 40.4 Le client est tenu de prendre lui-même toutes les dispositions propres à empêcher tout dommage à ses installations ou accident dus à l'interruption, à la fluctuation de la tension ou de la fréquence, au réenclenchement du réseau ou d'autres irrégularités telles que la présence d'harmoniques dans le réseau.

Partie 10 - Dispositions transitoires et finales

Art. 41 - Droit applicable et for

- 41.1 Le droit suisse est exclusivement applicable à tout litige pouvant résulter de l'application des contrats conclus individuellement, des présentes CG, des conditions particulières et des tarifs.
- 41.2 Le for est au siège du SEY. Celui-ci est en droit d'agir au for du domicile ou du siège du client.

Art. 42 - Disposition transitoire

S'il n'existe aucun contrat individuel de raccordement au réseau avec le client au moment de l'entrée en vigueur des présentes CG, le rapport juridique de raccordement au réseau est régi par les présentes CG, qui lient le propriétaire actuel du bien-fonds concerné ou le titulaire actuel du droit de superficie concerné.

Art. 43 - Entrée en vigueur et modification

- 43.1** La Municipalité d'Yverdon-les-Bains est compétente pour adopter les conditions particulières et les tarifs prévus par les présentes conditions générales.
- 43.2** Les présentes CG entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Elles remplacent le Règlement pour la fourniture d'énergie électrique du 1^{er} novembre 1956.
- 43.3** Les présentes CG, les conditions particulières et les tarifs qui en découlent peuvent être modifiés à tout moment moyennant un préavis d'un mois au moins. Les clients en seront informés en temps utile par des moyens appropriés.
- La version en vigueur des présentes CG, des conditions particulières et des tarifs sont disponibles sur le site Internet du SEY (www.sey.ch).
- 43.4** Seule la version française des présentes CG fait foi.

Partie 11 - Glossaire

BT	Basse tension (de 400 à 1'000 volts)
MT	Moyenne tension (de 1'000 à 36'000 volts)
HT	Haute tension (de 36'000 à 220'000 volts)
THT	Très haute tension (de 220'000 à 380'000 volts)
Consommateur final	Client achetant de l'électricité pour ses propres besoins; cette définition n'englobe ni l'électricité fournie aux centrales électriques pour leurs propres besoins, ni celle destinée à faire fonctionner les pompes des centrales de pompage, au sens de l'art. 4 al. 1 let. a LApEI
Consommateur non éligible ou client non éligible	Ménage ou autre consommateur final qui consomme annuellement moins de 100 MWh par site de consommation, au sens de l'art. 6 al. 2 LApEI
Consommateur éligible ou client éligible	Consommateur final qui consomme annuellement au moins 100 MWh par site de consommation
Site de consommation	Lieu d'activité d'un consommateur final qui constitue une unité économique et géographique et qui présente sa propre consommation annuelle effective, indépendamment du nombre de ses points d'injection ou de soutirage, au sens de l'art. 11 al. 1 i.f. OApEI.
Fournisseur	Entreprise chargée de la fourniture de l'énergie électrique
GRD	Gestionnaire du réseau de distribution, soit entreprise ou service industriel chargé d'assurer l'exploitation d'un réseau de distribution en respectant les critères de fiabilité, de sécurité et d'efficacité de l'acheminement régional ou local d'énergie électrique
Contribution au branchement	Désignée aussi contribution de raccordement au réseau, soit contribution destinée à couvrir les coûts du raccordement entre le point de dérivation et le point de fourniture
Finance d'équipement	Désignée aussi contribution aux coûts du réseau, soit contribution à l'établissement ou au renforcement de l'ensemble des installations du réseau, ce indépendamment des extensions de réseau effectivement réalisées pour le raccordement au réseau en question
Cos φ	Rapport de la puissance utile sur la puissance apparente
kVA	Kilovoltampère, unité de mesure de la puissance apparente
MWh	Mégawattheure (1'000 kilowattheure), unité de mesure de l'énergie
NR 3	Niveau de réseau 3, soit réseau de distribution supra-régional à haute tension (HT)

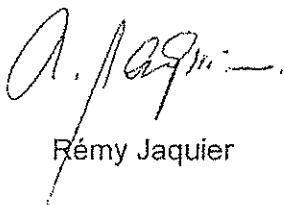
NR 5	Niveau de réseau 5, soit réseau de distribution régional à moyenne tension (MT)
NR 7	Niveau de réseau 7, soit réseau de distribution local à basse tension (BT)
Puissance tenue à disposition ou puissance souscrite	Puissance liée au raccordement pour laquelle une finance d'équipement a été payée
Point de dérivation	Point du réseau de distribution d'où part le raccordement nécessaire pour alimenter le client
Point de fourniture	Limite de propriété entre les installations électriques du client et celles du GRD; point de transition selon OIBT
Point de mesure	Endroit où le flux d'énergie électrique est saisi, mesuré et enregistré
Coupe-surintensité général (CSG)	Fusibles d'introduction d'un bâtiment; il est généralement placé au point de fourniture
Tarif	Ensemble des composantes de prix appliqué de manière uniforme pour une même catégorie de clients, régulé dans le cadre de la LApEI et de l'OApEI
Tarif ou timbre d'acheminement	Rétribution due au GRD pour l'utilisation de son réseau de distribution
Tarif ou timbre du réseau de transport à haute tension	Rétribution due à la société nationale Swissgrid pour l'utilisation du réseau à très haute tension (THT)
Tarif énergie	Rétribution due au fournisseur d'énergie électrique
Prix	Rémunération négociée, fixée individuellement sur la base d'un contrat (clients éligibles)
Réseau électrique	Ensemble d'installations constitué d'un grand nombre de lignes et d'équipements annexes nécessaires au transport et à la distribution d'électricité, au sens de l'art. 4 al. 1 let. a LApEI
Réseau de distribution	Réseau électrique à haute, à moyenne ou à basse tension servant à l'alimentation des consommateurs finaux ou d'entreprises d'approvisionnement en électricité
Réseau de distribution fine	Installations de peu d'étendue destinées à la distribution fine telles que celles que l'on trouve sur des périmètres industriels ou dans les bâtiments, au sens de l'art. 4 al. 1 let. a LApEI
Cabine de distribution	Cabine, armoire ou coffret contenant des points de couplage ou de sectionnement dans un réseau basse tension
Station transformatrice	Station, cabine ou poste de transformation servant à transformer la moyenne tension en basse tension

Partie 12 - Table des textes cités

LApEI	Loi fédérale du 23 mars 2007 sur l'approvisionnement en électricité (RS 734.7)
OApEI	Ordonnance fédérale du 14 mars 2008 sur l'approvisionnement en électricité (RS 734.71)
LIE	Loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et fort courant (RS 734.0)
OCF	Ordonnance fédérale du 30 mars 1994 sur les installations électriques à courant fort (RS 734.2)
OIBT	Ordonnance fédérale du 7 novembre 2001 sur les installations électriques à basse tension (RS 734.27)
PDIE	Prescriptions des distributeurs d'électricité de Suisse romande, Installations électriques à basse tension

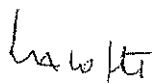
Adopté par la Municipalité d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 18 décembre 2008.

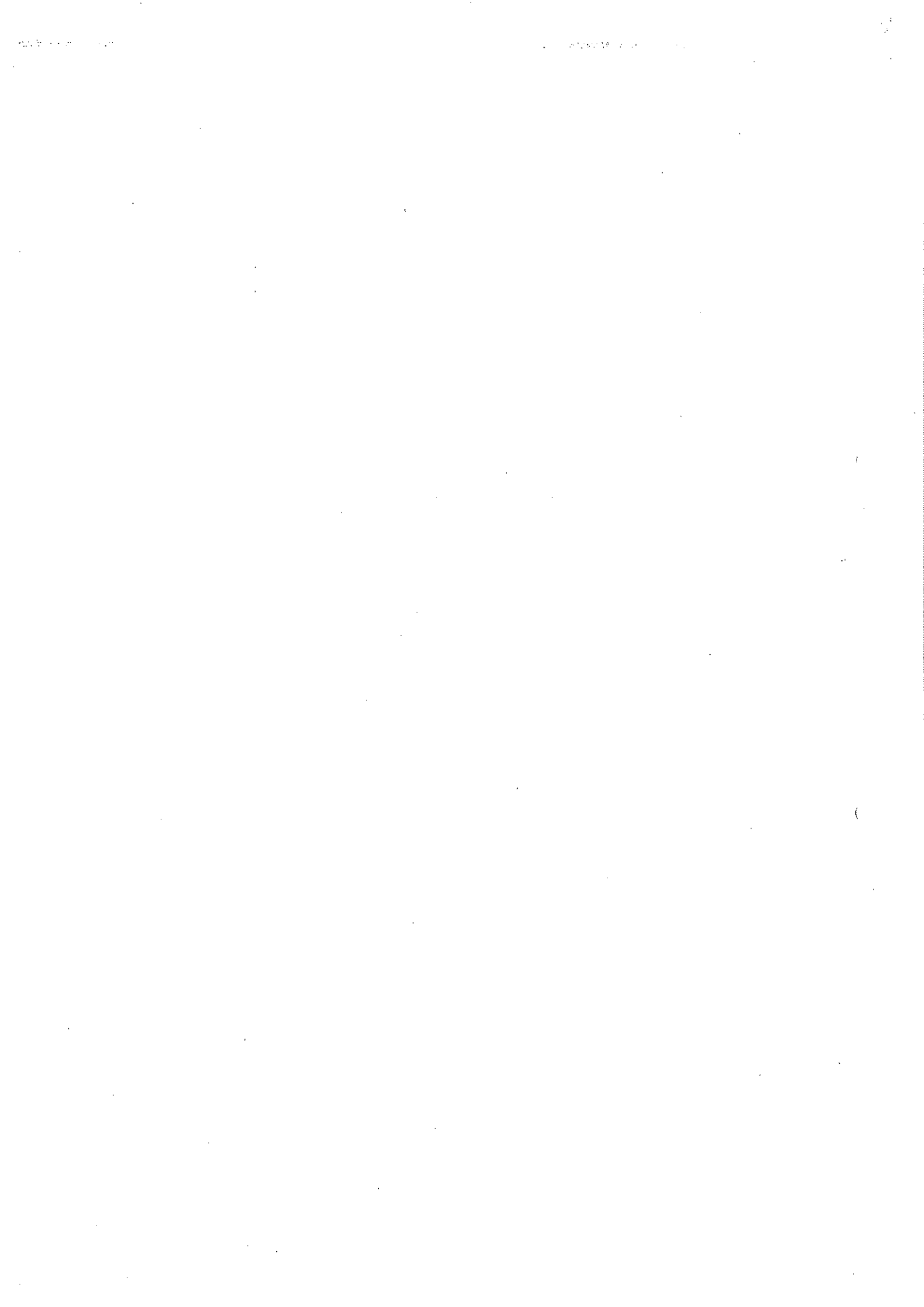
Le Syndic

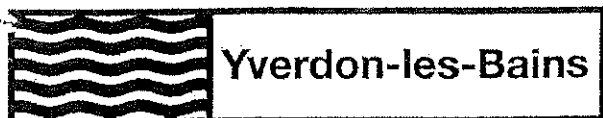

Rémy Jaquier



La Secrétaire


Sylvie Lacoste





Municipalité

Règlement

sur l'utilisation du fonds communal pour le développement durable

Article 1 - Base légale

Il est constitué un fonds pour le développement durable au sens des articles 5 et 6 du règlement sur la perception des indemnités communales liées à la distribution d'électricité.

Article 2 - But

Le fonds pour le développement durable est destiné à financer les activités de l'Agenda 21 de la commune telles qu'elles ont été validées par la Municipalité.

Article 3 - Champ d'application

Les projets soutenus par le fonds doivent avoir pour cadre le territoire communal, sauf participation exceptionnelle à des actions coordonnées au niveau de l'agglomération, du district, du canton, de la région, de la Suisse ou encore au niveau transfrontalier.

Article 4 - Compétences d'utilisation du fonds

La Commission consultative Agenda 21 sélectionne les projets pouvant bénéficier d'un soutien financier. Elle les propose ensuite à la Municipalité.

La Municipalité valide les choix faits par la Commission consultative Agenda 21.

Article 5 - Gestion comptable du fonds

La Municipalité est responsable de la gestion du fonds.

Article 6 - Communication

La Commission consultative Agenda 21 rédige chaque année un rapport sur l'utilisation du fonds à l'attention de la Municipalité qui communique au Conseil communal.

Article 7 - Alimentation du fonds

Le fonds pour le développement durable est alimenté par la taxe sur l'électricité prévue par l'article 5 du règlement sur la perception des indemnités communales liées à la distribution d'électricité.

Article 8 - Utilisation du fonds

Le fonds est utilisé pour les projets transversaux de l'Agenda 21 et pour des projets de développement durable propres aux services communaux. Pour ces projets, le (la) responsable de l'Agenda 21 soumet une demande de financement à la Commission consultative Agenda 21.

Ce fonds peut aussi être utilisé pour des projets de développement durable émanant d'entités externes à l'administration.

La Commission consultative Agenda 21 propose le montant du financement.

La Municipalité valide les choix faits par la Commission consultative Agenda 21.

Un dossier de clôture du projet, présentant les aspects techniques et financiers, doit être transmis à la Commission consultative Agenda 21.

Article 9 - Critères d'attribution

Toutes les demandes doivent être faites avant la réalisation du projet.

Le projet doit satisfaire les articles 2 et 3 du présent règlement.

Le projet doit indiquer clairement les résultats attendus.

Dans la mesure du possible, le projet doit permettre un contrôle du résultat obtenu en termes de développement durable.

La demande doit être accompagnée de toutes les autres demandes de subvention faites pour le projet en question.

Article 10 - Délai

La décision de la Commission consultative Agenda 21 doit intervenir au plus tard dans les six mois qui suivent le dépôt de la demande.

Article 11 - Recours

Les décisions de non entrée en matière de la Municipalité ne peuvent pas faire l'objet d'un recours.

Article 12 - Charges et conditions

La décision d'octroi de financement peut être assortie de conditions.

Article 13 - Restrictions

Les mesures rendues obligatoires par une disposition légale ne peuvent bénéficier d'une subvention ou d'un financement au sens du présent règlement.

Article 14 - Réalisation des projets - Responsabilité

La réalisation des projets relève de la seule responsabilité du demandeur du financement.

Article 15 - Prescription

Si les conditions de libération du financement ne sont pas réunies, au plus tard, trois ans après l'acceptation du projet par la Municipalité, le demandeur perd son droit à la subvention ou au financement de son projet.

Article 16 - Dissolution du fonds

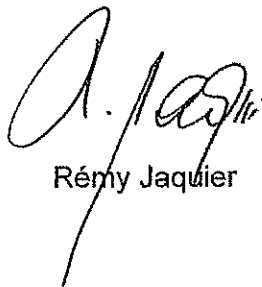
En cas de dissolution du fonds, le Conseil communal décide, sur proposition de la Municipalité, de l'affectation du solde restant.

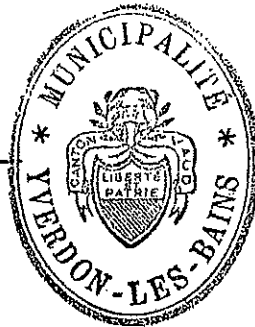
Article 17 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département cantonal de la sécurité et de l'environnement et la publication de cette approbation dans la FAO.

Adopté par la Municipalité d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 10 avril 2008

Le Syndic


Rémy Jaquier



Le Secrétaire

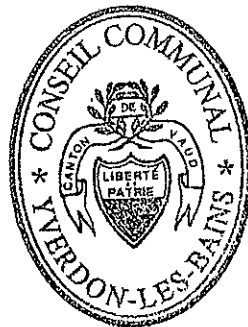


Jean Mermod

Adopté par le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 26 juin 2008

Le Président


Maximilien Bernhard



La Secrétaire



Christine Morleo

Approuvé par la Cheffe du Département cantonal de la sécurité et de l'environnement (DSE),
en date du



Municipalité

Règlement

sur l'utilisation du fonds communal pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

Article 1 - Bases légales

Il est constitué un fonds pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, au sens des articles 3 et 4 du règlement sur la perception des indemnités communales liées à la distribution d'électricité.

Article 2 - Buts

Le fonds pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est destiné :

- à la sensibilisation de l'efficacité énergétique auprès des écoliers;
- au soutien de projets qui assureront une utilisation rationnelle des différentes énergies;
- au soutien de projets de production d'énergies à partir d'énergies renouvelables.

Article 3 - Champ d'application

Les projets soutenus par le fonds doivent avoir pour cadre le territoire communal, sauf participation exceptionnelle à des actions coordonnées au niveau du district, du canton, de la région, de la Suisse ou encore au niveau transfrontalier.

Article 4 - Compétences d'utilisation du fonds

La Municipalité a créé une Commission consultative des énergies. Cette commission sélectionne les projets pouvant bénéficier d'un soutien financier.

La Municipalité valide les choix faits par la Commission consultative des énergies.

Article 5 - Gestion comptable du fonds

La Municipalité est responsable de la gestion du fonds.

Article 6 - Communication

La Commission consultative des énergies rédige chaque année un rapport sur l'utilisation du fonds à l'attention de la Municipalité qui communique au Conseil communal. Ce rapport doit faire mention des kWh économisés et/ou des kWh produits par des énergies renouvelables, ainsi que des autres contributions à la protection de l'environnement, comme les réductions d'émissions de CO₂.

Article 7 - Alimentation du fonds

Le fonds pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables est alimenté par la taxe sur l'électricité prévue par l'article 3 du règlement sur la perception des indemnités communales liées à la distribution d'électricité.

Article 8 - Utilisation du fonds pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables

La Municipalité décide chaque année du montant prélevé au fonds et affecté à la sensibilisation de l'efficacité énergétique auprès des écoles.

La Municipalité, les services de la Commune ainsi que les particuliers et les entreprises de la commune peuvent soumettre à la Commission consultative des énergies une demande de financement pour des projets permettant une utilisation rationnelle des différentes énergies.

La Municipalité et les services de la Commune peuvent soumettre à la Commission consultative des énergies une demande de financement pour des projets de production d'énergies à partir d'énergies renouvelables.

La Commission consultative des énergies propose le montant du financement.

Un dossier de clôture du projet, présentant les aspects techniques et financiers, doit être transmis à la Commission consultative des énergies.

Pour toutes les demandes émanant d'un particulier ou d'une entreprise, 50% du financement est versé lorsque le projet est accepté par la Municipalité. Le solde du financement est versé lorsque le dossier de clôture permet de démontrer que la réalisation du projet a apporté les résultats attendus.

Article 9 - Contrôles

La Commission consultative des énergies peut proposer à la Municipalité de faire procéder à des contrôles pendant ou après la réalisation du projet.

Article 10 - Critères d'attribution

Toutes les demandes doivent être faites avant la réalisation du projet.

Le projet doit satisfaire les articles 2 et 3 du présent règlement.

Dans la description du projet doit figurer clairement les résultats attendus en termes d'économies d'énergies et d'émissions de CO₂ ainsi que les éléments qui permettront une mesure de l'efficacité énergétique et/ou de la production d'énergies renouvelables.

La demande doit être accompagnée de toutes les autres demandes de subvention faites pour le projet en question.

Article 11 - Délai

La décision de la Commission consultative des énergies doit intervenir au plus tard dans les six mois qui suivent le dépôt de la demande.

Article 12 - Recours

Les décisions de non entrée en matière de la Municipalité ne peuvent pas faire l'objet d'un recours.

Article 13 - Charges et conditions

La décision d'octroi de financement peut être assortie de conditions.

Article 14 - Restriction

Les mesures rendues obligatoires par une disposition légale ne peuvent bénéficier d'une subvention ou d'un financement au sens du présent règlement.

Article 15 - Réalisation des projets - Responsabilité

La réalisation des projets relève de la seule responsabilité du demandeur du financement.

Article 16 - Prescription

Si trois ans après l'octroi du financement, le dossier de clôture du projet ne permet pas de démontrer la réussite du projet, le demandeur est dans l'obligation de restituer l'intégralité du financement obtenu.

Article 17 - Dissolution du fonds

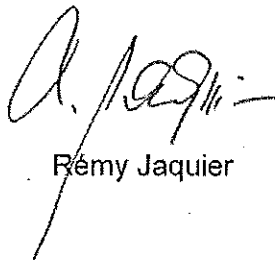
En cas de dissolution du fonds, le Conseil communal décide, sur proposition de la Municipalité, de l'affectation du solde restant.

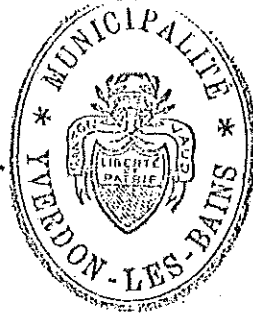
Article 18 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département cantonal de la sécurité et de l'environnement et la publication de cette approbation dans la FAO.


Adopté par la Municipalité d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 10 avril 2008

Le Syndic


Remy Jaquier

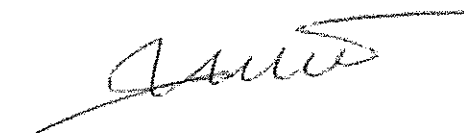


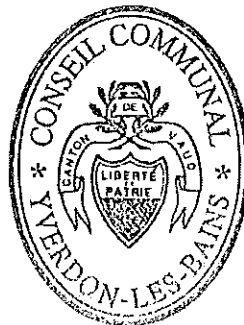
Le Secrétaire


Jean Mermod


Adopté par le Conseil communal d'Yverdon-les-Bains dans sa séance du 26 juin 2008

Le Président


Maximilien Bernhard



La Secrétaire


Christine Morleo

Approuvé par la Cheffe du Département cantonal de la sécurité et de l'environnement (DSE),
en date du